

## 1991 - PERSPECTIVE SUR L'AUTORITÉ

Lecture de « *La crise de l'autorité* » d'Hannah Arendt

José FOUQUE, Proviseur

L'autorité était jadis une notion centrale dans la théorie politique, dans l'église et dans l'éducation. Aujourd'hui c'est un vocable qu'on utilise avec d'infinies précautions. Tous les penseurs s'accordent pour diagnostiquer une crise toujours plus profonde de l'autorité qui accompagne le développement du monde moderne. L'apparition au début du siècle des formes de totalitarisme a eu pour arrière-fond l'effondrement de toutes les autorités traditionnelles. Le symptôme le plus significatif de cette crise et qui indiqua sa gravité fut qu'elle gagna les sphères prépolitiques comme l'éducation et l'instruction des enfants où l'autorité avait toujours été acceptée comme une nécessité « naturelle » pour assurer la continuité dans la civilisation et introduire les enfants, étrangers en quelque sorte, au monde « préétabli ». La relation maître élève qui dans sa simplicité élémentaire servait de modèle à la pensée politique étant discréditée, toutes les autres variétés de métaphore et de modèle de relations autoritaires ont perdu leur plausibilité. Quelle est cette autorité perdue? Le débat ne porte pas sur une autorité en général dont on pourrait sans doute montrer qu'elle fut depuis la nuit des temps toujours déjà perdue. Introuvable dans le monde moderne, il s'agit d'une forme bien spécifique de l'autorité qui eut cours dans le monde occidental pendant une longue période et dont on peut faire l'histoire.

Avant d'entrer dans le détail de cette histoire, il convient de bien distinguer ce que l'autorité n'est pas, et n'a jamais été.

L'autorité qui requiert l'obéissance est souvent confondue avec le pouvoir, ou la violence. Pourtant l'usage de la force ou de la coercition est le signe le plus caractéristique de l'échec de l'autorité. A l'opposé l'autorité est incompatible avec la persuasion qui suppose le développement d'une argumentation dans un ordre égalitaire, quand l'autorité s'appuie sur un ordre hiérarchique. Justement celui qui commande et celui qui obéit ont en commun la reconnaissance de la hiérarchie.

Les théories de gauche ont souvent une inclination à confondre autoritarisme et totalitarisme, autorité et tyrannie, pouvoir légitime et violence. La différence réside dans le fait que le plus draconien des gouvernements autoritaires est lié par des lois tandis que le tyran suit son intérêt et sa volonté. En revanche la caractéristique des gouvernements autoritaires, c'est qu'ils sont contrôlés par un code dont l'auteur n'est pas un homme. Il s'agira des lois de la nature, des commandements de Dieu, des idées platoniciennes: la source qui légitime l'autorité est extérieure au système politique, elle le transcende. Là où l'homme de gauche voit un arrêt momentané de la marche du monde vers la liberté, le conservateur voit un processus de ruine qui a privé la liberté de ses limites et la voue à la ruine.

Ainsi la tyrannie et le totalitarisme sont-ils identifiés et le gouvernement totalitaire apparaîtra comme le résultat de la disparition de toutes les autorités traditionnellement reconnues : c'est l'argument de droite contre la démocratie. Il est possible de proposer des modèles pour chacun des types de gouvernement concernés. Modèle autoritaire, pyramidal, chrétien. Chaque strate reçoit sa parcelle d'autorité depuis le sommet, lui-même en contact avec le foyer transcendant. L'inégalité est érigée au rang de principe.

Le tyran en revanche est seul contre tous, égaux dans l'oppression. La tyrannie est un système égalitaire dans lequel le tyran est exclu de l'humanité.

La structure de l'oignon correspond à l'organisation totalitaire. L'espace vide figure le lieu du chef. La relation autoritaire ou d'oppression tyrannique se fait non plus de l'extérieur, mais de l'intérieur. Les strates: organisations de sympathisants, syndicats, membres du parti, formation d'élite... sont reliées et constituent la façade pour une face et le centre pour l'autre. Chacun joue le rôle du monde extérieur pour la strate immédiatement intérieure et le rôle de l'extrémisme radical pour la strate immédiatement extérieure.

L'esprit de gauche et le conservatisme sont liés l'un à l'autre. L'esprit de gauche veut restaurer la liberté, le conservatisme l'autorité. Il s'agit des deux faces d'une même médaille. Dans un scénario nous allons au paradis, dans l'autre c'est l'enfer qui nous guette. L'autorité aurait disparu, tant dans les systèmes prétendus autoritaires que dans les sociétés libres. Quelles étaient donc les expériences politiques qui correspondaient au concept d'autorité et dont il a surgi?

L'autorité comme facteur primordial de l'organisation sociale n'a pas toujours existé même si son histoire a fait long feu. Le mot et le concept sont d'origine romaine. Ni la langue grecque, ni les diverses expériences de l'histoire de la Grèce ne montrent la connaissance de l'autorité et du mode de gouvernement qu'elle implique. On peut s'en convaincre à la lecture de Platon et d'Aristote qui ont tenté d'introduire quelque chose qui fût parent de l'autorité dans la vie publique de la polis.

A cause de cette absence d'exemple, Platon va s'appuyer sur des types de relations humaines du domaine privé dans sa recherche d'un modèle dans lequel l'élément de contrainte réside dans la relation elle-même. C'est dans la République, où il s'agit d'établir la raison comme dirigeante dans le domaine politique par le truchement du philosophe-roi, que Platon approche le plus le concept d'autorité. Platon pense que la vérité évidente contraint l'esprit sans violence et sans qu'il soit nécessaire de faire appel à la persuasion ni à l'argumentation. Seulement la coercition par la raison ne peut s'appliquer qu'au petit nombre. Comment soumettre à la vérité la multitude? Il résout le problème par le mythe final de l'enfer qui aura le succès qu'on sait dans l'occident chrétien. Platon pour mettre en évidence un principe légitime de contrainte se laisse guider par l'exemple du berger et de son troupeau, du timonier d'un navire et des passagers, du médecin et du malade, du maître et de l'esclave. Ou bien le savoir du spécialiste inspire confiance, ou bien celui qui commande et celui qui obéit n'appartiennent pas à la même catégorie d'êtres. Le présumé commun c'est qu'il y ait deux différentes classes d'hommes, qu'il existe une inégalité naturelle entre le maître qui sait ce qu'il faut faire et l'esclave qui le fait.

Le philosophe sort de la caverne, quitte la multitude aveugle pour contempler l'essence vraie de l'être. A ce moment l'idée n'a pas de caractère spécifiquement contraignant; mais à son retour dans la caverne obscure le philosophe, dans l'embarras, a recours à ce qu'il a vu comme à des normes, des mesures qu'il utilise comme des instruments de domination. La conséquence en est au bout du compte que la mesure de toutes choses est un principe transcendant. La fracture entre la vision de la vérité dans la solitude et le retrait, et l'inscription dans l'action et la relativité des affaires humaines est devenue un lieu commun de la tradition de la pensée politique.

C'est à Aristote qu'on doit la deuxième tentative pour établir un concept d'autorité en terme de dirigeants et de dirigés. Pour maintenir cette opposition Aristote fait appel, et c'est le premier dans l'histoire, à la

nature «qui a institué la différence entre les jeunes et les vieux destinés, les uns à être commandés et les autres à commander». Aristote se trouve lui aussi devant une difficulté. En effet dans la Politique il définit la polis comme «une communauté d'égaux en vue d'une vie qui soit potentiellement la meilleure»; comment donc justifier l'existence de dirigeants et de dirigés ? Chaque citoyen appartient à deux ordres d'existence, le domaine privé et le domaine public qui est le bios politikos, «la vie bonne». De ces deux ordres seule la communauté domestique est concernée par la satisfaction des nécessités physiques, la conservation de la vie individuelle et la survie de l'espèce. Cette maîtrise de la nécessité ne peut être réalisée qu'en commandant et en faisant violence aux autres qui, comme esclaves, dispensent les hommes libres d'être eux-mêmes contraints par la nécessité. Ainsi la polis et «la vie bonne» du bios politikos commencent après que toutes les nécessités pures et simples ont été maîtrisées par la domination. En somme, le recours au modèle jeune/ vieux n'est pas vraiment cohérent, il s'agit là aussi d'une solution de fortune. La relation jeune/vieux est pédagogique et se produit entre des gens qui sont potentiellement égaux. Cependant la substitution de l'éducation à la domination a eu des conséquences d'une grande portée. Sur ces bases les dirigeants se sont posés comme des éducateurs et les éducateurs ont eu la tentation de diriger ou en ont été accusés.

Les tentatives de la pensée grecque pour trouver un concept de l'autorité propre à éviter la détérioration de la polis ont échoué faute d'une expérience politique immédiate. Et ainsi tous les modèles d'autorité utilisés par les générations suivantes ont été tirés d'expériences non politiques. Sans les Romains, cette pensée aurait conservé son caractère entièrement utopique.

Au cœur de la politique romaine, du début de la république à la fin de l'empire, se tient la conviction du caractère sacré de la fondation : une fois qu'une chose est fondée elle demeure une obligation pour toutes les générations futures. S'engager dans la vie politique voulait dire conserver la fondation de la cité de Rome. A la différence des Grecs, qui où qu'ils fussent, étaient une polis, les Romains, liés religieusement à la cité et au passé, considéraient en quelque sorte le monde entier comme un arrière-pays de Rome. Religare : être lié en arrière. Le pouvoir de la fondation lui-même est religieux car la cité offre un foyer aux Dieux; autre différence avec la Grèce dont les dieux avaient leur propre séjour.

Le mot auctoritas dérive du verbe augere, «augmenter», et ce que l'autorité augmente, c'est la fondation. Le Sénat, les Patres détenaient par héritage l'autorité des ancêtres fondateurs. L'autorité, au contraire du pouvoir, avait ses racines dans le passé. Auctor, qui a le sens d'auteur, peut être utilisé comme le contraire d'artifex qui désigne les fabricateurs. Le prestige est attaché à l'auteur plus qu'au fabricant, mais pas dans le sens de la relation maître à esclave, car ceux qui ont l'autorité n'ont pas le pouvoir. En effet, l'autorité que le Sénat ajoute aux décisions politiques n'est pas de l'ordre du pouvoir, mais de l'avis qu'on ne peut outrepasser sans dommage. La force liante de cette autorité est en rapport avec la force religieuse des auspices qui, à la différence des oracles grecs, n'indiquent pas le cours des événements mais révèlent leur approbation ou leur désapprobation. A tout moment de l'histoire s'attache le poids entier du passé.

La gravitas est l'aptitude à porter ce poids. Tout ce qui arrivait était transformé en exemple. Contrairement à notre concept de maturité tourné vers l'avenir, la maturité des Romains est dirigée vers le passé. La victoire de l'esprit romain et de la trinité "autorité, tradition, religion" a permis à l'Eglise de venir à bout des tendances anti-politiques et d'offrir aux hommes, en son sein, un sens de la citoyenneté. En effet la base de l'Eglise comme communauté de croyants n'était plus la foi dans la résurrection; il s'agissait de témoigner de la vie, de la mort et de la résurrection du Christ. Comme témoins de cet événement les apôtres purent devenir les «pères fondateurs de l'Eglise». L'Eglise catholique a incorporé la philosophie

grecque, amalgamé le concept politique romain d'autorité à la notion grecque de mesures et de règles transcendantes.

Rien ne devait par la suite s'imposer avec une plus grande autorité. Si bien qu'il sera vain de vouloir sauver la tradition sans l'autorité et la religion, ou d'imaginer un monde sans la tradition qui conserve l'autorité et la religion.

Ainsi tout se passe comme si nous avons oublié l'unique expérience politique qui a introduit l'autorité comme motet que nous ne puissions plus nous référer qu'aux modèles grecs authentifiés par la tradition romaine, mais qui ne correspondent à aucun modèle politique.

Pourtant dans l'histoire récente, il existe un type d'événement pour lequel la notion de fondation est décisive : il s'agit des révolutions modernes dont l'ancêtre sur le plan de la pensée est Machiavel. Machiavel, reconnu comme le père de l'Etat-Nation, crut possible de répéter l'expérience romaine par la fondation d'une Italie unifiée. A la suite Robespierre pensera que la fondation était l'acte politique central. Mais à la différence des Romains qui situaient cette action dans le passé, eux pensaient que pour cette «fin suprême» tous les moyens étaient justifiés, ramenant ainsi l'acte de fondation à un acte de fabrication. La redécouverte de l'expérience de la fondation et son approche comme justification des moyens en vue d'une fin suprême sont les marques caractéristiques des révolutions modernes. Ce qu'on appelle crise, décadence ne consiste que dans le déclin de la religion, de l'autorité, et de la tradition. En ce sens les révolutions que l'on conçoit généralement comme des cassures, peuvent apparaître comme des tentatives pour réparer les fondations, renouer le fil d'une tradition spécifiquement romaine, pour rétablir, en fondant un ordre politique, ce dans quoi on croirait possible de restaurer le moyen de donner de la dignité et de la grandeur aux affaires des hommes. Ces tentatives ont échoué ou bien se sont terminées dans la tyrannie.

L'autorité, comme on l'a vu, naissant de l'expérience romaine de la fondation et repensée dans les termes de la philosophie politique des Grecs, n'a nulle part été ré instituée et sans doute n'a-t-elle jamais existé. Autorité transcendante, autorité introuvable ? Depuis le tout début de la vieille démocratie, le plus urgent est peut-être de penser la nécessaire absence de l'autorité; en tous cas, les fondements de sa fondation ne sont pas rassurants.

\* \* \*